

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.051. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15-00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

VENDREDI
4
AVRIL
1919

Le reproche fait mal
à propos n'est pas moins
nuisible que la louange.
Il faut savoir tempé-
rer la sincérité par la
douceur.
PLUTARQUE.

CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES

BON
93

Remplir complètement ce Bon,
le découper et le conserver
jusqu'à nouvel ordre.

A QUEL LIVRE SE RAPPORTE LE DESSIN N° 93 ?

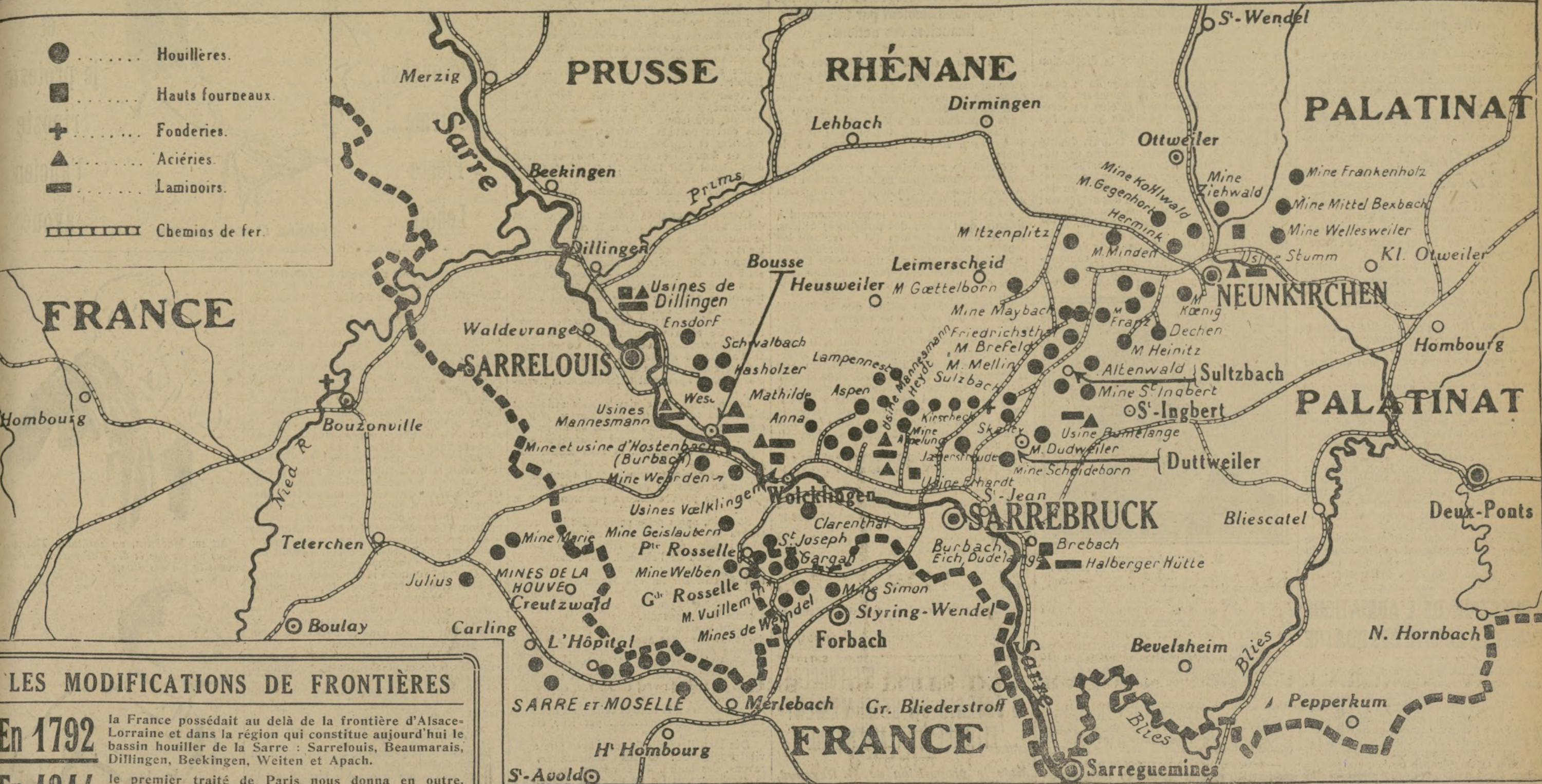
Titre du Livre : _____

Nom de l'Auteur : _____

Nom du Concurrent : _____

Adresse : _____

LE BASSIN DE LA SARRE DEPUIS 1792



LES MODIFICATIONS DE FRONTIÈRES

En 1792

la France possédait au delà de la frontière d'Alsace-Lorraine et dans la région qui constitue aujourd'hui le bassin houiller de la Sarre : Sarrebourg, Beaumarais, Dillingen, Beekingen, Weiten et Apach.

En 1814

le premier traité de Paris nous donna en outre, à l'est de ce territoire, le centre important de Sarrebruck, puis Duttweiler et Sultzbach.

En 1815

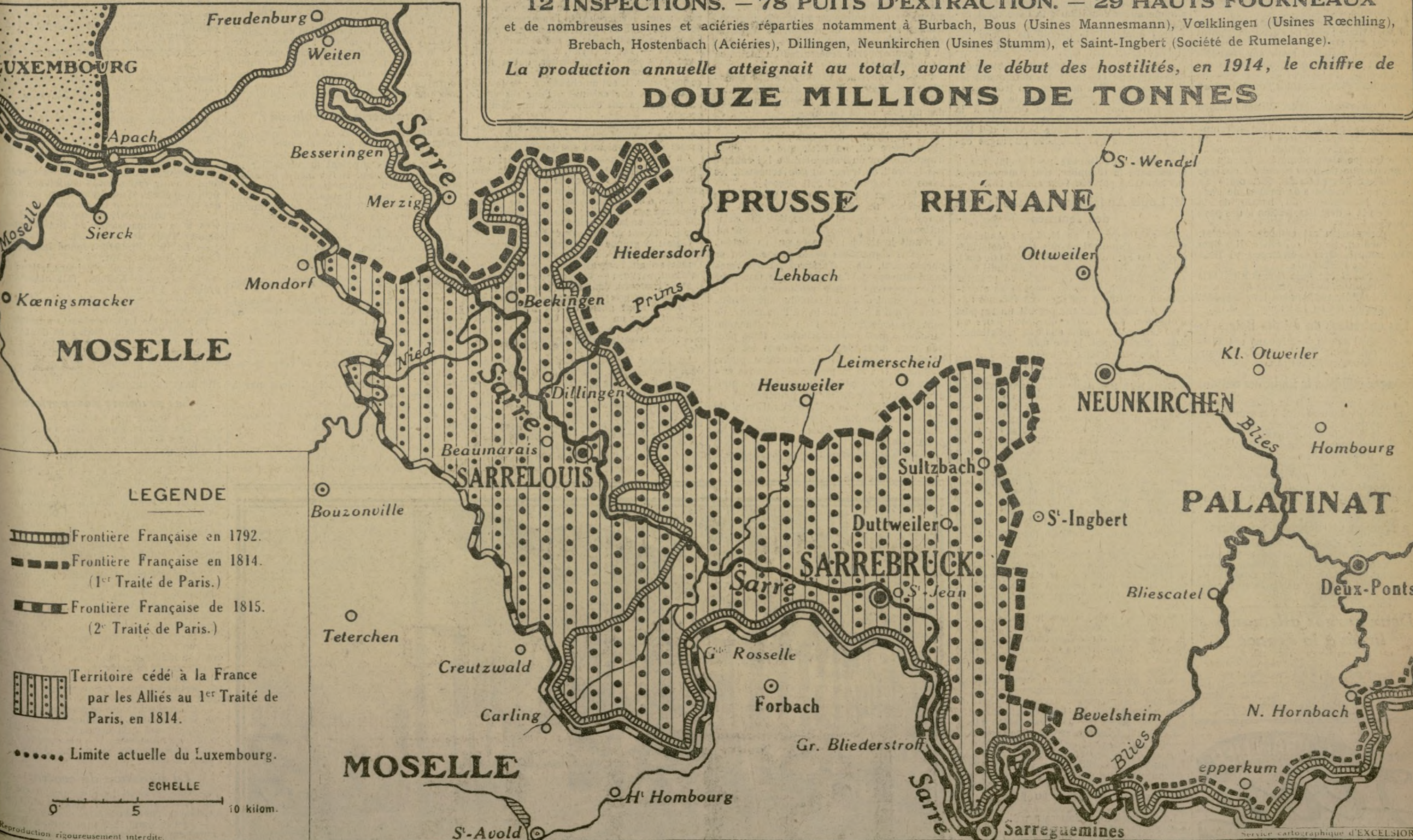
le second traité de Paris nous enleva ces deux territoires et ramena la frontière sur la ligne qui la délimitait à la veille de la guerre de 1870.

L'EXPLOITATION DU BASSIN MINIER DE LA SARRE ET SON RENDEMENT

L'exploitation des « Mines fiscales de l'État prussien » de Sarrebruck comprend

12 INSPECTIONS. — 78 Puits d'extraction. — 29 HAUTS FOURNEAUX
et de nombreuses usines et aciéries réparties notamment à Burbach, Bous (Usines Mannesmann), Völklingen (Usines Röchling), Brebach, Hostenbach (Acieries), Dillingen, Neunkirchen (Usines Stumm), et Saint-Ingbert (Société de Rumelange).

La production annuelle atteignait au total, avant le début des hostilités, en 1914, le chiffre de
DOUZE MILLIONS DE TONNES



L'ENTREVUE DE SPA

LE MARÉCHAL FOCH
A NOTIFIÉ LES DÉCISIONS
DE L'ENTENTE A M. ERZBERGER

La conférence, qui a eu lieu en présence du général Weygand, a duré quarante minutes.

LE DÉLÉGUÉ ALLEMAND
en quittant le wagon du maréchal
"paraissait en proie à une très vive émotion".

SPA, 3 avril. — A 8 h. 20, le train du maréchal Foch entre en gare. Il est arrêté sur la première voie après avoir longé le train spécial dans lequel M. Erzberger et sa suite ont passé la nuit.

Le maréchal Foch reste dans son wagon-salon et a aussitôt un assez long entretien avec les généraux Weygand, Nudant, Destié et Dronot, puis le train est remorqué sur une voie de garage.

Dès son arrivée, le maréchal Foch a fait savoir à M. Erzberger par le colonel Fournier que, contrairement aux dispositions antérieures, il aurait un premier entretien avec lui dans son wagon-salon à 9 h. 30.

A l'heure dite, M. Erzberger est introduit auprès du maréchal Foch, assisté de l'interprète français Laperche.

La conférence, qui a eu lieu en présence du général Weygand, a duré quarante minutes, pendant lesquelles le maréchal Foch a exposé au plénipotentiaire allemand les décisions de l'Entente.

A 10 h. 30, M. Erzberger quitte le wagon du maréchal Foch pour rejoindre son train. Portant une serviette sous le bras, il s'éloigne à pas précipités, paraissant en proie à une vive émotion.

Après une heure de conférence avec le général Hammerstein et ses conseillers techniques, M. Erzberger, accompagné de deux secrétaires, quitte la gare, se dirigeant vers l'hôtel Britannique, où logent les membres allemands de la commission permanente d'armistice.

A 10 h. 45, le maréchal Foch monte en auto, se rendant à la villa Neubois, où il est invité par le général Nudant. Sur tout le parcours, il est acclamé par la population; toute la ville est pavée aux couleurs belges et alliées.

Les membres de la mission américaine offrent ce soir un banquet en l'honneur du maréchal Foch, qui est invité demain par les membres de la mission britannique.

LA QUESTION DE L'ADRIATIQUE
DEVANT LE COMITÉ DES QUATRE

Le Comité des "Quatre" a abordé, hier matin, l'étude d'un nouveau chapitre; celui de l'Adriatique. Chapitre particulièrement délicat, puisqu'il s'agit de délimiter la future frontière entre l'Italie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le problème de l'Adriatique a fait l'objet d'une partie importante du mémorandum présenté à la Conférence de la paix par le gouvernement de Rome le mois dernier. Ce document déclare que Gorizia, Trieste, Pola, Fiume, ainsi qu'un certain nombre d'autres villes et villages de la côte et de l'intérieur, sont incontestablement italiens.

La nouvelle frontière italienne des Alpes Juliennes, comprenant la côte istrienne, avec Pola, jusqu'à Fiume, réduirait, ajoute-t-il, mais n'éliminerait pas l'infériorité de l'Italie dans l'Adriatique; pour supprimer toute cause de danger et toute menace, il faut restituer à l'Italie une équitable partie de la Dalmatie.

Telles sont les revendications italiennes dans l'Adriatique; elles ne s'accordent point avec celles des Serbes, Croates et Slovènes qui, eux aussi, estiment avoir sur les côtes dalmates et istriennes des droits fondés sur l'ethnographie, l'histoire et les besoins économiques et maritimes du nouveau royaume.

Dans l'après-midi, MM. Wilson, Lloyd George et Clemenceau ont reçu, mais à titre strictement privé, la visite de M. Trumbitch, ministre des Affaires étrangères du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Les "Quatre" ont nommé, d'autre part, une commission de trois membres chargée de rédiger une première formule au sujet de l'attribution à la France de l'exploitation économique du bassin de la Sarre et de la "démilitarisation" des pays rhénans.

Cette commission est composée de MM. André Tardieu, pour la France, Headlam Morley, pour la Grande-Bretagne, et Haskins, pour les Etats-Unis.

Ces messieurs ont déjà tenu hier une première réunion, ce qui prouve qu'ils sont résolus à remplir rapidement leur mission. Tout le monde les en félicite. — J. M.

Les entretiens du roi des Belges

Le roi des Belges, continuant ses visites, s'est entretenu, hier, avec M. Balfour, le colonel House et M. Wilson.

L'Espagne adhère à la Ligue des nations

Le délégué espagnol à la Conférence de la paix vient de transmettre à la Conférence l'adhésion du gouvernement espagnol au pacte de la Société des nations.

Le gouvernement espagnol sollicitera des Cortes, le moment venu, l'autorisation nécessaire pour joindre, conformément au pacte, son concours à celui des gouvernements représentés à la Conférence de la paix, moyennant sa participation à la Société des nations.

La réunion des délégués financiers

PONT-SAINT-EUSTACHE, 3 avril. — Une nouvelle conférence a eu lieu cet après-midi, au château de Villette, entre les membres de la section financière du Conseil suprême interallié et les délégués financiers allemands.

Deux cargos allemands
livrés à la France

TOULON, 3 avril. — Le vapeur remorqueur de l'Etat le *Myon* a remorqué et amené d'Espagne deux cargos allemands livrés à la France et les a conduits à Marseille d'où il revient sur Toulon.

1^{er} CHAPELIER
León
RUE DAUJOU
ET CHAMPS-ÉLYSÉES

LA CHAMBRE
A DISCUTÉ
LA RÉFORME
ÉLECTORALE

Elle prononce, par 335 voix contre 144, la disjonction d'un amendement de M. Louis Andrieux, relativement AU VOTE DES FEMMES

Mais il est entendu que la question sera posée de nouveau par la discussion du rapport de M. Pierre-Etienne Flandin.

La Chambre a repris hier la discussion de la réforme électorale. Au texte de l'article premier de la commission, qui porte que les membres de la Chambre des députés seront élus au scrutin de liste en un seul tour de scrutin, furent opposés les contre-projets.

Le premier, de M. Pierre Dupuy, député de la Gironde, comportait l'élection des députés au scrutin uninominal d'arrondissement, en un seul tour, avec fonctionnement d'une proportionnelle, dans le cadre du département, pour l'attribution des sièges non pourvus après proclamation des candidats ayant obtenu la majorité absolue. Très écouté, son auteur l'exposa avec beaucoup de clarté aux applaudissements de l'Assemblée. Devant les déclarations de la commission, qui, bien qu'hostile au scrutin uninominal, se montra disposée à examiner des

amendements pouvant lui donner satisfaction sur les autres points. M. Pierre Dupuy se retira cependant sans contre-projet, en se réservant d'intervenir au cours de la discussion.

Partisan de la proportionnelle, M. Lefas vint la réclamer, rappelant que 320 députés élus aux élections législatives de 1914 l'avaient défendue ou acceptée. Le député de Fougères convia donc ses collègues à voter l'amendement de M. Bracke.

Avec les contre-projets de M. Rouleaux-Dugage et de M. Louis Andrieux, on aborda la question du vote féminin et celle du vote des femmes.

La commission ne propose pas une loi modifiant le statut électoral, mais seulement le mode de scrutin. Elle demande donc la disjonction de ces amendements. Nous voulons, en effet, conduire la discussion à son terme avant Pâques.

M. Rouleaux-Dugage insistait pourtant. — A l'heure actuelle, dit-il, sur 38 millions d'habitants, 11 seulement sont électeurs. Les femmes et les mineurs sont exclus du scrutin. Et c'est d'autant plus inadmissible que pour les hommes majeurs aucune autre condition que l'âge n'est requise.

Très applaudi, le député de l'Orne réclama pour les familles nombreuses la possibilité de se défendre.

En 1914, dit-il, 8.792.000 électeurs ont pris part aux élections. En défalquant les voix des candidats non élus, on trouve que 4.700.000 voix représentent le total de celles qui ont envoyé des députés à la Chambre. Ainsi le total des bulletins qui assurent la majorité pour le vote des lois ne représente que 2.600.000 suffrages exprimés.

M. Rouleaux-Dugage ne parvint pas à convaincre la Chambre. Son contre-projet fut repoussé par 302 voix contre 187.

M. Louis Andrieux demanda le vote des femmes.

Le contre-projet de M. Louis Andrieux proposait l'application des lois électorales à tous les Français, sans distinction de sexe. Le député des Basses-Alpes le défendit avec sa verve habituelle, rappelant en premier lieu qu'il avait présenté naguère un amendement relatif au suffrage des femmes.

Le rapporteur se permit un rapport d'urgence, dit-il, dans quelques jours au plus tard. Il y a sept ans que j'attends. Aussi, maintenant, je me méfie!

M. Louis Andrieux poursuivit: — Ces dernières années, les femmes ont conquis le droit de suffrage dans les pays scandinaves, aux Etats-Unis, dans l'Allemagne, dans la Russie révolutionnaire.

Tandis que les droits de la femme progressent partout, que se passe-t-il chez nous? Le rapport de M. Buisson accordait le droit d'éligibilité aux femmes pour les élections municipales, aux conseils d'arrondissement et au conseil général. Elles avaient, en outre, le droit de participer aux élections sénatoriales comme déléguées sénatoriales. Aujourd'hui, le rapport de M. Flandin leur enlève l'éligibilité au conseil général et au conseil d'arrondissement et le droit d'être déléguées sénatoriales. Voilà le progrès accompli; c'est un progrès à reculer!

Le député des Basses-Alpes rappela les preuves de patriotisme, de dévouement et d'intelligence données par les femmes pendant la guerre et réclama les droits politiques pour les femmes dans toutes les élections.

M. Bracke indiqua que le problème entier serait porté devant l'Assemblée, lors de la discussion du rapport de M. Pierre-Etienne Flandin, qui doit venir après la réforme électorale; M. Alexandre Varenne indiqua que le vote que la Chambre allait émettre ne pourrait créer aucun préjugé défavorable en ce qui concerne le droit de suffrage des femmes. La disjonction de l'amendement de M. Louis Andrieux fut ainsi prononcée par 335 voix contre 144.

La Chambre aborda ensuite l'examen d'un second amendement de M. Louis Andrieux, portant que « nul candidat n'est proclamé élu au préjudice d'un autre candidat ayant obtenu un plus grand nombre de suffrages » et déposé par le député des Basses-Alpes pour faire échouer au projet de la commission.

La discussion continuera mardi.

A l'ouverture, M. Deschanel avait prononcé l'éloge du lieutenant-colonel du Haig, député d'Ille-et-Vilaine, décédé.

Séance aujourd'hui, matin et soir. — LÉOPOLD BLOND.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

AU PALAIS-BOURBON

UNE PROPOSITION
POUR COUVRIR LES CHARGES
OCCASIONNÉES PAR LA GUERRE

M. Jacques Stern préconise dans son rapport l'émission d'un grand emprunt interallié.

LES DÉPENSES FISCALES des puissances alliées seraient réparties proportionnellement par la Société financière des nations.

Nous avons signalé l'initiative prise par M. Jacques Stern dans le but de provoquer la constitution d'une Société financière des nations qui répartirait entre les puissances alliées, proportionnellement à leurs populations et à leurs forces de contribution respectives, les charges fiscales destinées à couvrir les dépenses de la guerre.

Chargé de rapporter sa proposition au nom de la commission de la législation fiscale, M. Jacques Stern conclut à l'adoption de la motion suivante:

« La Chambre invite le gouvernement à obtenir, de l'accord des puissances alliées, que les charges fiscales qui couvriront les dépenses occasionnées par la guerre soient réparties entre elles par une Société financière des nations, proportionnellement à leurs populations et à leurs forces de contribution respectives. »

M. Jacques Stern estime que la Société financière des nations ne pourra pas procéder autrement que par l'émission d'un grand emprunt interallié solidaire. Il croit qu'un emprunt de ce genre portant la signature des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, amortissable et gagé sur des ressources certaines, pourrait être émis au taux de 4 0/0 et non de 5 0/0; il croit également qu'on pourrait l'amortir en 75 ans au lieu de 50 ans. De ce fait une économie de plus de 5 milliards pourrait être réalisée.

Le rapporteur signale également les solutions envisagées pour assurer les charges de cet emprunt.

La commission a ainsi été saisie par M. Raynaud d'une proposition qui tendrait à l'établissement d'une taxe nationale sur le fret-marchandises ad valorem.

Ce système aurait rencontré auprès des Alliés une réelle faveur.

D'autre part, la commission du budget a été saisie de diverses propositions tendant à établir, pour suffire au fardeau de la guerre, des taxes mondiales sur le fret, le charbon, le fer, les pétroles, les huiles lourdes et la force motrice.

Le ministère de l'Armement étudie de son côté une taxe mondiale sur le charbon.

Le GOUVERNEMENT S'EFFORCERA D'OBTENIR UN DÉARMEMENT EFFICACE DE L'ALLEMAGNE

Mais la proposition de M. Raynaud, qui était inconstitutionnelle, ne sera pas discutée par la Chambre.

Après la commission de l'armée, la commission des affaires extérieures de la Chambre s'était prononcée, nous l'avons dit, pour l'adoption de la proposition par laquelle M. Raynaud conviait la Chambre à inviter le gouvernement à faire prévaloir à la Conférence de la paix l'idée que l'Allemagne ne doit conserver ni armée, ni organismes militaires, ni armements d'aucune sorte, mais seulement les forces de police et de gendarmerie nécessaires au maintien de l'ordre intérieur.

Par une demande revêtue de 223 signatures, M. Raynaud réclama, hier soir, l'inscription de sa proposition à l'ordre du jour de la Chambre.

Impossible, objecta M. Deschanel. Le traité de Droit parlementaire de M. Eugène Pierre dit, en effet, que « le droit d'appréciation du Parlement ne lui confère pas le droit de tracer au gouvernement les bases sur lesquelles il doit négocier ».

M. Stephen Piehon, ministre des Affaires étrangères, fit une brève déclaration où, après avoir constaté le caractère inconstitutionnel de la proposition de M. Raynaud, il rendit justice à la pensée qui l'a dictée:

« Les signataires de la proposition se préoccupent, dit-il, d'assurer un désarmement efficace de l'Allemagne, de faire que l'Allemagne ne puisse recommencer l'entreprise dont elle est complètement responsable et à côté si cher à l'humanité. Ce sont les préoccupations du gouvernement lui-même dans ses négociations. Il ne peut que vous demander comme dans les discussions précédentes de lui faire pleine confiance. Il a la même pensée que les auteurs de la proposition. Il fera tout ce qu'il pourra pour triompher en principe. »

S'étant félicité de cette déclaration et de l'adhésion unanime des groupes de la Chambre à sa proposition, M. Raynaud se déclara satisfait:

« Je n'ai pas besoin de vote, dit-il; le vote est acquis! »

Le député des Basses-Alpes rappela les preuves de patriotisme, de dévouement et d'intelligence données par les femmes pendant la guerre et réclama les droits politiques pour les femmes dans toutes les élections.

M. Bracke indiqua que le problème entier serait porté devant l'Assemblée, lors de la discussion du rapport de M. Pierre-Etienne Flandin, qui doit venir après la réforme électorale; M. Alexandre Varenne indiqua que le vote que la Chambre allait émettre ne pourrait créer aucun préjugé défavorable en ce qui concerne le droit de suffrage des femmes. La disjonction de l'amendement de M. Louis Andrieux fut ainsi prononcée par 335 voix contre 144.

La Chambre aborda ensuite l'examen d'un second amendement de M. Louis Andrieux, portant que « nul candidat n'est proclamé élu au préjudice d'un autre candidat ayant obtenu un plus grand nombre de suffrages » et déposé par le député des Basses-Alpes pour faire échouer au projet de la commission.

La discussion continuera mardi.

A l'ouverture, M. Deschanel avait prononcé l'éloge du lieutenant-colonel du Haig, député d'Ille-et-Vilaine, décédé.

Séance aujourd'hui, matin et soir. — LÉOPOLD BLOND.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

PROFITEUR DE LA GUERRE

LE ROMAN
D'UN NOUVEAU RICHE

Un petit marchand de cartes postales devint un gros brasseur d'affaires illicites. Il faisait 800.000 francs par mois d'opérations commerciales.

IL EST ARRÊTÉ

"Ce sont, dit-il, les pâtes alimentaires qui m'ont perdu."

Etrange odyssee que celle de Charles Danowski, dit Danot, qui échafauda une fortune, avec une rapidité vertigineuse, en spéculant sur les malheurs du temps, et qui vint d'être arrêté sur l'initiative du service des fraudes.

Avant la guerre, il habitait à Ivry, où il vivait très modestement d'une industrie assez humble, consistant à fabriquer, et à vendre des cartes postales illustrées, grossièrement coloriées et représentant des couples entourés de fleurs. Des distiques miltosques, dont Danot était l'auteur, ornaient ces images. Pour des raisons d'économie, Danot et sa femme posaient eux-mêmes devant l'objectif.

Comme les affaires étaient rares, que les dettes s'accumulaient et que la vie était dure, le marchand de cartes postales vint s'installer 19, rue Montmartre, à l'entresol, avec l'espoir d'augmenter sa clientèle. Le loyer était bien un peu élevé — 2.800 francs — mais le nouveau locataire résolut immédiatement le problème en ne le payant point.

Mais, décidément, le commerce des cartes postales périclitait; il fallait trouver autre chose. Ce fut ainsi qu'en 1917 Danot s'improvisa marchand d'essence et de charbon. Il n'avait, au surplus, ni essence ni charbon, se contentant de faire payer ses clients d'avance, en ajournant indéfiniment la livraison.

Les plaintes des chalandes lésés affluèrent bientôt au 19 de la rue Montmartre, si bien qu'un beau jour, vers le mois de septembre 1917, le singulier négociant démenagea sans tambour ni trompette... et sans laisser son adresse.

Avant quelques semaines, il vécût misérablement dans un garni de dernier ordre, et il ne paya d'ailleurs pas non plus le loyer.

Soudain, après cette passe difficile, on retrouva Danot installé dans un appartement confortable, de 2.000 francs de loyer, 44, boulevard de l'Hôpital. Avec hauteur, il se plaignait des mauvais renseignements que l'on donnait sur lui rue Montmartre. Monsieur Danot avait de l'argent; il désintéressait ses dupes, payait ses termes arriérés; son ascension commençait.

Avant trouvé, en effet, une première mise de fonds dans des conditions que la justice cherche actuellement à déterminer, l'ancien marchand de charbon fictif et d'essence imaginaire estimait moins périlleux et plus profitable de faire du vrai commerce, en livrant des marchandises réelles, achetées à des tarifs supérieurs à la taxe et vendues à des prix défiant toute concurrence... par leur élévation.

Dès lors, le vent de tout, avec une activité prodigieuse: des pâtes alimentaires, des savons, des huiles, du saindoux, du vin, de la sacharine. Il fut un de ceux à qui nous devons la hausse extravagante de ces denrées. Sur une seule affaire de suifs, il réalisa un bénéfice net de 100.000 francs, et son chiffre mensuel d'affaires atteignit bientôt 800.000 francs. Pour lui, il n'y avait point de crise des transports; quand personne ne trouvait de wagons, il n'en manquait jamais. Si cette activité s'était appliquée à des œuvres licites, Danot serait devenu honnêtement un personnage considérable.

Considérable, l'était, au moins en apparence: dès février 1918, l'appartement du boulevard de Port-Royal lui semblait insuffisant, il alla s'installer 2, rue Récamier, où il payait — car il payait, à présent — un loyer de 5.000 francs. Bientôt, il eut trois autos; la plus récemment achetée lui coûta 40.000 francs. Il eut un chauffeur, une femme de chambre, une cuisinière. Pour ses affaires, il engagea une comptable et un dactylographe.

Un mobilier opulent, des tableaux de maîtres, des bronzes d'art, des tapisseries superbes ornèrent bientôt son logis.

Au plus beau moment de sa splendeur, sa femme mourut en mettant au monde une fillette, et Danot, à dater de cet événement, envoya chaque jour au cimetière une gerbe de fleurs d'une centaine de francs, ce qui ne l'empêcha pas de se lier immédiatement avec une demi-mondaine, puis avec une danseuse, à qui il faisait de luxueux cadeaux.

C'était la grande vie. Généreux comme un voleur, ainsi que dit le bon sens populaire, Danot semait l'argent à pleines mains, et, pourtant, parvenu à une contradiction bizarre, il avait conservé, dans sa richesse, des habitudes de pingrerie assez mesquines. Ses gens ne bénéficiaient guère de ses largesses; il rectifiait, pour un franc, le livre de sa cuisinière, alors qu'il dépensait des sommes énormes pour la satisfaction de toutes ses vanités.

La justice devait faire effondrer l'édifice doré si rapidement échafaudé par Danowski, dit Danot. A présent dans sa prison, cet étrange personnage doit s'imaginer qu'il a fait un beau rêve, dont le réveil est sinistre.

Où, plutôt, il doit regretter d'avoir étendu trop loin le champ de ses opérations, car, lorsque le commissaire le mit en état d'arrestation, il s'écria, tout bête: « Ce sont les pâtes alimentaires qui m'ont f... chue dans!!! »

LEON GROG.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

Photo. H. Manuel.

DEVANT LE 3^e CONSEIL DE GUERRECOMMENT A ETÉ SIGNÉ
LE CONTRAT SCHÖLLER

A Berne, en présence de M^{re} Desouches, affirme Pierre Lenoir

Non, cela est inexact et je proteste, riposte l'ancien avoué

PIERRE LENOIR, par TOR

Avant d'aborder l'affaire du *Journal*, le colonel Masselin, sur la demande du capitaine Mornet, pose au capitaine Ladoux une question:

« Que sont devenues les lettres signées « La bonne Française », qui accompagnaient le cryptogramme? Est-il exact que vous les avez brûlées? »

« Je ne saurais l'affirmer. C'est une hypothèse faite par moi-même devant l'officier rapporteur. Voici pourquoi. Toutes les pièces qui étaient jugées sans intérêt, celles que les dénonciations qui n'avaient qu'un mobile de vengeance politique ou autre, certains télégrammes privés — étaient classées dans un dossier à part, puisqu'elles ne concernaient aucun service particulier. Il y avait là les documents les plus variés; par exemple, les messages télégraphiques de Gabriele d'Ammunzio à ses amis. Bien que sans intérêt, il fallait les conserver momentanément et éviter surtout toute indiscrétion. Ces documents constituaient le « dossier politique », ainsi appelé parce qu'il concernait presque exclusivement des personnalités du monde politique. »

« Quand j'ai quitté le 2^e bureau, j'ai brûlé le dossier, qui avait perdu tout intérêt. Il est possible que le cryptogramme et les lettres qui l'accompagnaient, qui, après enquête, n'avaient pas été pris au sérieux, aient trouvé place dans ce dossier et aient été brûlés en même temps. »

« En tout cas, j'ai toujours pris des précautions pour la défense nationale, jamais pour moi-même. »

L'affaire du cryptogramme ne sera d'ailleurs discutée à fond qu'en présence des témoins.

L'affaire du « Journal »

Et aussitôt le président annonce qu'il va aborder l'affaire du *Journal*.

Pour suivre pas à pas les tractations de Pierre Lenoir et Desouches avec Scholler, le colonel suit l'ordre chronologique.

A quel moment le plan réalisé par Pierre Lenoir et Desouches a-t-il été conçu? Tous deux se défendent d'en avoir parlé avant le mois de mai. Pourtant, dès le mois de janvier, Pierre Lenoir faisait miroiter aux yeux de son amie, Mme Thouvenin, le succès d'une importante affaire.

« A seule fin de la retenir, car elle ne fut jamais désintéressée, explique-t-il. Et la meilleure preuve c'est qu'elle a vendu mes lettres à Charles Humbert. »

« Et puis il y a la déclaration de Scholler. Il y a aussi la mienne, riposte Lenoir. A la même époque, Desouches parla-t-il de ce projet au capitaine Ladoux? Ce dernier n'est pas affirmatif, craignant une confusion; par contre, l'ancien avoué oppose une dénégation catégorique.

Escroquerie ou trahison?

Le capitaine Ladoux et Lenoir nous apprennent à ce sujet que divers projets plus ou moins pratiques furent étudiés dans les services qui s'occupaient de surveiller les menées allemandes. Il fut même question, mais plus tard seulement, en juillet 1915, de créer un journal français dont les Allemands auraient fait les frais, et qui aurait servi les intérêts français.

Le contrat Scholler serait-il la réalisation d'un projet de ce genre?

A cette question, Lenoir, touché au vif, répond avec force:

« Le contrat Scholler n'a rien à voir avec une escroquerie. Mon père n'appartenait pas au 2^e bureau! »

« Quand on

5 HEURES DU MATIN **DERNIÈRE HEURE** 5 HEURES DU MATIN

EN ALLEMAGNE

LE MINISTÈRE EBERT FERA AUX GRÉVISTES UNE GUERRE SANS MERCI

Les troubles actuels auraient un but politique, poursuivi par les indépendants : la conquête du pouvoir.

Depuis quelques jours, les dépêches qui arrivent de Berlin indiquent une situation intérieure particulièrement grave en Allemagne. Partout, et simultanément, des troubles et des grèves éclatent. Cette extension et cette simultanéité inquiètent à ce point le gouvernement allemand qu'il a ajourné l'Assemblée de Weimar.

Le but de cette agitation provoquée par les éléments extrémistes est-il économique ou politique ?

Mais avec quelle tendance ?

Il est difficile de répondre, même approximativement, à cette deuxième question.

Ce qui est certain, c'est que les socialistes indépendants, dont l'un des chefs les plus écoutés, Kurt Eisner, disait : « L'Allemagne n'a que ce qu'elle mérite, car elle est coupable », évoluent vers un bolchevisme nationaliste et chauvin, semblable au bolchevisme hongrois. Nous n'en voulons pour preuve que la campagne de leur organe *Die Freiheit*, en faveur de Dantzig maintenu dans les frontières de l'Allemagne.

On peut croire, jusqu'à plus ample information, à une tentative des indépendants de s'emparer du pouvoir. Mais le gouvernement ne paraît pas décidé à le leur abandonner. — J. M.

Le gouvernement reste irréductible

BALE, 3 avril. — On télégraphie de Weimar :

Les délégués des grévistes se sont rendus auprès du gouvernement de Weimar. Les membres du gouvernement se sont montrés irréductibles et restent décidés à ne pas admettre les revendications des communistes. Les négociations ont continué, hier, à Berlin.

Le gouvernement, plutôt que de céder, acceptera la guerre que lui ont déclarée les mineurs et la poursuivra sans merci.

A Stuttgart

BALE, 3 avril. — On mande de Berlin : La *Gazette de Voss* apprend de Stuttgart que la situation alimentaire de la ville est gravement compromise par suite de la grève générale. Les provisions de farine ne suffisent que pour quelques jours.

Dans le bassin de la Ruhr

BALE, 3 avril. — On mande de Berlin : Le *Berliner Tageblatt* apprend d'Essen que la situation dans le bassin de la Ruhr s'est aggravée d'une façon inquiétante. Chez Thüsen, à Muelheim, la grève est totale.

On mande de Hanovre que des troupes gouvernementales avec de l'artillerie sont parties de Hanovre et de Osnabrück pour le bassin de la Ruhr.

Les cheminots ont déclaré toute participation à la grève.

A Francfort

COPENHAGUE, 3 avril. — On mande de Berlin :

Une lettre officielle indique que le gouvernement demeure maître de la situation à Francfort. Toutefois, les grévistes ayant recommencé à piller les magasins, les troupes sont intervenues à nouveau. On signale quelques rencontres sanglantes.

A Berlin

LONDRES, 3 avril. — On mande de Berlin au *Daily Chronicle* :

À la suite de la déclaration de la grève générale à Stuttgart, le gouvernement a envoyé une proclamation à la population, lui déclarant que la situation est grave et que la grève est une faute. Les grévistes déclarent que leur but est de renverser le gouvernement et d'établir le communisme à Berlin.

BALE, 3 avril. — On mande de Francfort : La *Gazette de Francfort* apprend que des techniciens et du personnel commercial de l'industrie métallurgique à Berlin se sont mis en grève mercredi, à midi. Le mouvement comprendrait de 35 à 46.000 personnes.

Les prouesses du "Goliath"

Il dépasse 6.000 mètres avec 14 passagers

Après Paris-Londres et Paris-Bruxelles et retour, le *Goliath* d'Henri Farman a accompli, hier après-midi, une nouvelle prouesse en établissant le record du monde de la hauteur avec quatorze passagers, y compris le pilote.

Le *Goliath*, dont la performance a été constatée officiellement par M. Fourmy, commissaire de l'Aéro Club de France, a dépassé les 6.000 mètres, le barographe ne pouvant enregistrer une plus grande hauteur.

Parti à 17 h. 1 m. 30 s. de l'aérodrome Farman, à Toussus-le-Noble, le *Goliath* est revenu à son port d'attache à 18 h. 44. La durée de l'ascension s'est faite en une heure cinq, la descente en quarante minutes.

NOUVELLES BREVES

Le colonel Georges Becker, commandant le 37^e d'infanterie, est nommé chef d'adjoint au cabinet militaire de M. Clemenceau.

Le *Journal officiel* publie aujourd'hui un arrêté interministériel autorisant les importations de coton des Etats-Unis.

À la commission d'enquête de la Haute Cour, M. Caillaux s'est expliqué hier sur ses relations avec Lipscher.

Le service commercial par avions entre Paris et Bordeaux fonctionne normalement. Un avion est parti hier de Paris pour Bordeaux, et un autre est venu de Bordeaux à Paris, dans la même journée.

Le conseil de guerre maritime de Cherbourg a acquitté hier le commandant Fabre, qui avait à répondre de la perte du sous-marin *Mariotte*.

La finale de la grande épreuve de football-association militaire anglaise, la Coupe de l'Armistice, qui s'est disputée à Rouen, a été gagnée par la Base de Bapaume-Rouen, battant la redoutable équipe des Aviateurs de Pont-de-l'Arche, par 2 buts à 0.

Le conseil municipal de Newcastle a décidé de couvrir le droit de bourgeoisie aux marchands Foch et Haig et à l'amiral Beatty.

Les journaux bolcheviks russes confirment la mort des généraux Bousky et Radko-Deznicev.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

Un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand, a été arrêté à Galar (Allemagne) par un nommé Giesen, qui s'est rendu coupable de pillage à Saint-Quentin, alors qu'il faisait partie du 116^e régiment d'infanterie allemand.

UN DÉBAT AUX COMMUNES

L'ALLEMAGNE PEUT PAYER L'ALLEMAGNE DOIT PAYER a déclaré M. Bonar Law

Mais il ne peut encore fournir aucun renseignement sur le chiffre qui lui sera réclamé et sur la façon dont les indemnités seront réparties entre les Alliés.

LONDRES, 3 avril. — M. Claude Lowther a soulevé, hier, un débat, à la Chambre des communes, sur la question des indemnités que l'Allemagne doit payer aux Alliés. Pour l'orateur, l'empire allemand est en état de faire le paiement complet, mais il redoute l'influence de la finance internationale, qui a de forts intérêts dans les affaires allemandes en Sud-Afrique et dans le monde entier.

Sir Nicholl Kennedy, James Mac Master et le commandant Asbury insistent sur la nécessité impérieuse d'imposer à notre principal ennemi la plus forte indemnité que ses ressources lui permettront de supporter, soit sous forme de versements en or, soit sous forme de livraison de matières brutes ou manufacturées.

M. Bonar Law a répondu à ce sujet que le gouvernement a toujours l'intention d'obtenir comme partie de la dette de l'Allemagne tout ce qu'on pourra tirer de ce pays.

Il a ajouté qu'il ne savait pas la façon dont sera réparti le montant de ce que les Alliés recevront, non plus que le chiffre de l'indemnité que les Alliés réclameront à l'Allemagne.

L'orateur fait ressortir les difficultés de transférer de l'Allemagne aux pays alliés l'indemnité, quelle que soit la forme qu'elle pourra prendre.

En conclusion, M. Bonar Law dit que, bien que n'espérant pas que l'Allemagne puisse payer la totalité du coût de la guerre, il compte bien qu'elle sera à même de payer un montant sensible.

Déclarations de M. Lloyd George

A notre confrère le *Petit Parisien*, M. Lloyd George a fait, hier, une déclaration pour affirmer que l'entente n'avait jamais cessé d'exister, au sein de la Conférence, entre la France et l'Angleterre :

— Les Anglais, a dit M. Lloyd George, ne sont pas venus se battre côte à côte avec les Français pour que votre pays jouisse d'une tranquillité relative pendant un temps déterminé. Non, ils entendent que la France possède une sécurité complète, entière dans l'avenir. Vous savez quels sacrifices l'Angleterre a faits pour la délivrance de la France et la libération du monde. Qui saura jamais combien de milliers de nos soldats sont tombés sur votre sol ? Eh bien, ces sacrifices, l'Angleterre ne les regrette pas, elle est prête à les consentir de nouveau si cela devenait nécessaire pour garantir la paix et l'indépendance de la France.

L'armée Haller attendue à Dantzig

BALE, 3 avril. — Le sous-commissaire polonais de Dantzig a publié l'avis suivant :

« D'après les nouvelles qui nous arrivent de Paris, l'armée polonaise en France va débarquer bientôt à Gdansk (Dantzig), afin de défendre le front oriental contre la poussée bolcheviste.

La solennité de l'heure dicte à la population polonaise une tenue irréprochable. Il faut que nous attendions avec calme et confiance la délimitation de nos frontières par la Conférence. »

Il faut empêcher l'Allemagne de se venger

LONDRES, 3 avril. — Du *Morning Post* (édition) :

« Le pouvoir de nuire de l'Allemagne se trouve dans sa richesse, dans sa vaste population ; et, si nous pouvons hypothéquer cette richesse et transférer une partie de cette population à d'autres puissances, il serait sage de le faire.

Par exemple, il serait sage en même temps que juste de transférer la vallée de la Sarre à la France et de transférer Dantzig, la Vistule inférieure et la Silésie industrielle à la Pologne, leur ancienne propriétaire. »

EN ASIE-MINEURE**Les Italiens débarquent à Adalia**

ROME, 3 avril. — Un communiqué officiel annonce que 200 détenus, tous condamnés de droit commun, se sont évadés, le 8 mars, des prisons d'Adalia. Les nobles musulmans sollicitèrent alors, le 26 mars, l'aide des forces italiennes. Au matin du 28 mars, une bombe ayant éclaté dans le centre de

ASIE-MINEURE

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout, Méditerranée, Alexandrie, Port-Saïd, Égypte.

Adalia, Alexandrette, Rhodes, Chypre, Beirout,

